

AOC. Jeudi 8 mai 2025

# ***L'extrême difficulté à dire « islamophobie » : une exception française***

Par **Olivier Esteves**

**ANGLICISTE**

En France, on pouvait croire que le mot « islamophobie » n'existait pas, alors même que le phénomène qu'il décrit est l'objet des pires instrumentalisations politiques. La mort d'Aboubakar Cissé a révélé ce simple fait, qui illustre à lui seul le décalage entre l'ampleur d'un islamophobie documentée et la réticence ancienne d'une grande partie de la classe politique à la qualifier et la reconnaître comme telle.

La mosquée de Christchurch (Nouvelle-Zélande) a tragiquement fait le tour du monde. Là-bas, le 15 mars 2019, un attentat islamophobe était perpétré par Brenton Tarrant, jeune homme australien, lui-même « immigré », donc, en Nouvelle-Zélande. Bilan : 51 morts, 49 blessés, dans un pays sans islamophobie enracinée, à la réputation de démocratie libérale multiculturelle. Tarrant, lors de son procès, s'est défini comme un « type blanc normal » (*a regular white guy*).

On connaît moins l'attentat de la mosquée de Québec. Le 29 janvier 2017, un certain Alexandre Bissonnette, étudiant en sciences politiques à l'Université de Laval, tire sur des fidèles réunis à la mosquée. Bilan : 6 morts, tous des immigrants issus de l'Afrique francophone. Comme la Nouvelle-Zélande, le Canada fait figure de démocratie multiculturelle apaisée, ainsi que le montre le nombre de Français.es

musulman.e.s qui s'y sont installé.e.s. Au Canada, le traumatisme est profond, jusqu'au plus haut sommet de l'État fédéral, alors dirigé par Justin Trudeau.

En France, l'islamophobie est profondément enracinée et prend sa source dans un racisme anti-arabe (post)colonial. Un candidat à la présidentielle dont la raison d'être elle-même est l'islamophobie – Éric Zemmour – a été fréquemment présenté comme un vainqueur potentiel des élections de 2022. Et les médias Bolloré, pour ne citer qu'eux, ont l'islamophobie obsessionnelle. Pourtant, en France, il n'y a pas eu de Brenton Tarrant, d'Alexandre Bissonnette, malgré la litanie d'actes de haine ciblant les mosquées du pays, sur laquelle on reviendra plus loin.

C'est notamment cette absence de Tarrant et Bissonnette qui a permis à des médias, des politiques, des « éditocrates » français.es de nier l'existence de ce racisme spécifique qu'est l'islamophobie. En outre, les attentats terroristes, des années 2015-2016 en particulier, ont confirmé auprès d'un grand nombre de personnes que les musulman.e.s ne sont pas des personnes (françaises pour la plupart) à qui il arrive des problèmes, mais bien que c'étaient ces personnes qui *incarnaient le problème*.

La mort d'Aboubakar Cissé a provoqué un choc, et a jeté une lumière crue sur la rétivité très française à parler d'« islamophobie ». C'est cette rétivité que je propose de décrypter ici, en prenant notamment appui sur nos travaux dans le cadre de notre ouvrage *La France, tu l'aimes mais tu la quittes, enquête sur la diaspora française musulmane* (Le Seuil, 2024, co-écrit avec Alice Picard, Julien Talpin), en m'intéressant à la réception de notre ouvrage, enfin en proposant quelques pas de côté géographiques et politiques.

### ***L'étymologie d'un mot, ou quand 2 + 2 = 5 ?***

D'abord, tordre le cou à une « erreur » stratégique : que le mot aurait été inventé par des mollahs iraniens pour taire toute critique de l'islam. Dénonçant Gilles Képél dans une note de bas de page, le politiste [Olivier Le Cour-Grandmaison](#), spécialiste de l'histoire coloniale française au Maghreb, dit : « il est pour le moins singulier qu'un professeur s'autorise ce qui ne serait pas toléré d'un.e étudiant.e de master. Une rapide recherche permet de découvrir ce que tous ceux qui s'intéressent sérieusement à ces questions savent : le terme « islamophobie » –

comme « islamophilie » – est en usage chez les orientalistes et les spécialistes français des colonies dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>[1]</sup> ».

La mort d'Aboubakar Cissé a invité certains médias à reposer la question de l'étymologie (faussement) controversée du mot. Reprenant l'étymologie stratégiquement erronée de Caroline Fourest, Manuel Valls a ainsi, depuis 2013, pointé l'origine intégriste iranienne d'un mot désignant, de fait, et de très loin, la première forme de racisme en France, touchant plus de 5 millions de personnes, qu'elles s'identifient à l'islam, qu'elles pratiquent une religion, ou qu'elles soient perçues comme musulmanes (prénom, nom, faciès). Le journal *Libération* a eu raison, le 28 avril, d'insister sur le fait que « Le ministre des Outre-mer reprend une intox largement diffusée depuis des années selon laquelle le terme a été inventé par les mollahs iraniens » (28 avril 2025).

Le même jour, *Libé* publie la chronique de Thomas Legrand, intitulée « Pourquoi, désormais, j'utiliserai le terme « islamophobie » ». L'ex-éditorialiste politique de la matinale de France-Inter, animateur d'une émission dominicale sur la même radio, qui décrypte pourtant les « mots du politique », est un de ceux (avec Patrick Cohen, qui lui a succédé à 8h45 sur la matinale la plus écoutée de France) qui a été le plus rétif, hors de la Bollosphère bien sûr, à l'utilisation de ce terme. Il écrit, le 28 avril : « les origines du mot font l'objet de nombreuses recherches mais aujourd'hui, le terme n'appartient plus à ceux qui l'ont créé ou l'étudient ». Sur la première partie de la phrase, le fait est que, désormais, et ce depuis au moins 2013, lors de la publication de l'ouvrage *Islamophobie : Comment les élites françaises fabriquent le problème musulman* des sociologues Abdellali Hajjat et Marwan Mohamed, l'étymologie réelle du mot a été précisément documentée et qu'elle ne devrait plus faire débat, comme le rappelle avec force Olivier Le Cour Grandmaison plus haut.

Partant, ces origines n'ont plus de raison particulière de « faire l'objet de nombreuses recherches », comme le prétend Thomas Legrand. Sur la deuxième partie de sa phrase, il est certain qu'à partir du moment où un terme est lancé dans le débat public, il sera mobilisé, invoqué, instrumentalisé par toutes sortes de personnes, mues par des intérêts divers, des positionnements conflictuels, des biais complexes. En fin de compte, rien n'indique qu'il y aurait davantage de mésusages d'« islamophobie » que d'« antisémitisme » ou de « racisme », bien sûr.

L'invocation d'une origine qui serait liée aux desseins funestes des mollahs iraniens, à force d'être répétée, était presque devenu, jusqu'à ces derniers jours, une sorte de post-vérité consensuelle, le signe en tout cas qu'on peut convaincre les gens que  $2 + 2 = 5$  par simple répétition mécanique d'une notion fausse. C'est là un des socles principaux de la « mentalité totalitaire », comme l'avait vu Orwell dès *Réflexions sur la guerre d'Espagne* [2].

### ***Confusion entre haine de l'islam et haine des musulmans : un « débat » oïseux***

Un des freins principaux, sinon le frein principal, à l'intégration complète d'islamophobie dans le débat public est la confusion qu'il entretiendrait entre « haine d'une religion » et « haine d'un groupe religieux ». Pourtant, l'islamophobie est définie par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, dans son rapport de 2019, comme étant une « attitude d'hostilité systématique envers les musulmans, les personnes perçues comme telles et/ou envers l'islam ».

Ce n'est pas une réserve qu'on exprimerait avec le concept d'antisémitisme, concept problématique à plus d'un titre, même s'il fait référence à un racisme bien réel hier comme aujourd'hui. En effet, lui-même forgé en 1869 par un journaliste antisémite allemand (Wilhelm Marr), le terme désigne la haine des peuples « sémites » mais, concrètement, n'inclut que la haine des juifs en tant que ceux-ci sont perçus comme un groupe racial plutôt qu'en tant que groupe religieux.

Maurice Barrès disait fameusement, pendant l'affaire Dreyfus : « Qu'il [Dreyfus] soit capable de trahir, je le conclus de sa race », pointant une *race* juive, donc, pas une religion. En outre, et de manière plus décisive encore, cette haine des peuples « sémites » (incluant Juifs, Arabes et éventuellement Phéniciens et Araméens) est totalement anachronique pour désigner la haine des juifs aujourd'hui : inspirée notamment d'Ernest Renan, elle procède par référence à un groupe fantasmé négativement (« les Sémites ») par opposition à un groupe romantisé positivement (« les Aryens »), l'un étant inséparable de l'autre [3]. En 2025, il serait donc urgent de changer de terme pour qualifier ce racisme spécifique qui demeure bien réel. Mais continuer à utiliser ce concept ne semble gêner personne, puisqu'il est profondément enraciné dans le débat public [4].

Refuser islamophobie au motif de cette confusion entre religion et ensemble de fidèles illustre au mieux un manque d'imagination, au pire une forme de malhonnêteté intellectuelle. Cela ne sert à rien de distinguer l'« islamophobie » de la « musulmanophobie », car, sur le terrain, des paroles insultantes à l'égard d'une religion peuvent être interprétées comme des propos portant directement atteinte aux croyants eux-mêmes, en tout cas si cette religion constitue un pan essentiel de leur identité. Dans un pays sécularisé comme la France, nous devons être capables d'*imaginer* que, pour des millions de Français.es, l'appartenance et l'identification à une religion peut être un élément non-négociable de leur être.

Le parallèle avec l'Irlande du Nord est éclairant : Ian Paisley, un extrémiste protestant notoire, n'a eu de cesse pendant sa longue carrière de marteler qu'il ne « déteste pas les catholiques » mais qu'il s'oppose vigoureusement à la *religion* catholique, dans des termes fielleux souvent appréhendés comme autant d'insultes personnelles par les catholiques de Derry ou Belfast[5]. Vitupérer contre une religion en arguant d'une absence d'hostilité vis-à-vis des personnes qui constituent cette religion relève soit d'un paternalisme insultant, soit de la malhonnêteté là aussi. C'est comme si l'on disait à plusieurs millions de Français et de Françaises : « Mais ce n'est pas de votre faute si votre religion elle est nase ». Surtout dans un contexte politique et médiatique qui ne cesse de pointer du doigt l'islam, de telles appréciations *ne peuvent être vues* que comme du racisme pur et simple.

### ***De SOS-Racisme aux bureaux cossus de l'Elysée***

La publication de notre ouvrage *La France, tu l'aimes mais tu la quittes* a suscité un vif intérêt, et a été l'occasion de participer à de très nombreux débats sur cet exil français musulman que nous investiguons. Certaines occasions ont permis de jauger une certaine rétivité à utiliser le terme d'islamophobie. Ainsi, lors d'une participation à une table ronde sur le racisme et l'islamophobie lors des journées d'été d'EELV fin août 2024 à Tours, j'ai pu mesurer la réticence de Dominique Sopo, président de SOS-Racisme, à utiliser ce terme. Entouré des député.e.s Sabrina Sebaihi et Steevy Gustave et du sénateur EELV Akli Mellouli, qui mobilisaient le terme fréquemment, j'ai entendu M. Sopo parler à trois reprises au moins d'« altérophobie », comme si ce leader anti-raciste à la tête d'une association dépendant partiellement de diverses subventions publiques voulait se

démarquer des « séparatistes » du C.C.I.F désormais dissous, et éviter le mot interdit d' « islamophobie », qu'il n'a jamais prononcé une seule fois. Je connaissais cette réticence chez M. Sopo, mais je l'ai directement mesurée lors d'un débat public.

Sans vouloir critiquer le travail salutaire de SOS-Racisme, notamment en matière de *testing* pour objectiver des discriminations, il est ahurissant qu'un leader anti-raciste semble ainsi s'interdire d'avoir recours à un vocabulaire internationalement reconnu désormais, pour pointer ce qui, de fait, constitue la première forme de racisme en France. Avec SOS-Racisme, on est très loin, donc, du *Runnymede Trust* britannique, lequel avait œuvré, dès 1997, pour la mise à l'agenda politique du concept d'islamophobie, avec son rapport *Islamophobia : A Challenge for Us All*. Cela ne m'a pas surpris, et cela en dit long sur l'état du débat sur les racismes en France.

Autre moment, autre cadre, réticence identique. Invité à l'Élysée pour débattre avec deux conseillères de M. Macron de notre travail début juin 2024, j'ai pu mesurer cette hostilité au plus haut sommet de l'État. Au milieu d'un long échange qui m'a semblé constructif et courtois (même si *in fine* totalement inutile), l'une d'entre ces deux conseillères, Violaine Demaret [6], a évoqué, en cherchant de toute évidence ses mots, « le racisme contre...je veux dire ...l'hostilité envers les musulmans, ou bien l'islam ». Je lui ai alors rétorqué : « c'est étrange, on a l'impression que vous êtes sur le point de dire « islamophobie », mais que vous évitez de le dire », après quoi notre débat jusqu'alors apaisé s'est assez nettement tendu. Presque un an plus tard, j'y vois une manifestation, au plus haut sommet de l'État, d'éléments de langage imposés qui empêchent explicitement de nommer ce racisme-là.

### ***L'antisémitisme, c'est « les musulmans », l'islamophobie, c'est les élites politiques et médiatiques***

Dans son ouvrage portant sur l'histoire des politiques anti-racistes en France et en Grande-Bretagne, [Erik Bleich](#) établit un contraste net entre l'approche des deux pays. Chez nous, la lutte contre l'antisémitisme a toujours primé. Cela est explicable par le passé de Vichy qui ne passe pas, et par le souvenir des camps d'extermination. En effet, après 1945, un certain nombre de députés ont des amis ou des proches qui sont morts dans les camps, sans oublier que l'assemblée compte

d'anciens résistants importants (Robert Ballanger par exemple), ou des personnes ayant elles-mêmes été déportées : Guy Ducoloné, résistant communiste déporté à Buchenwald en 1944, sans parler de Simone Veil, déportée à Auschwitz en 1944. Le cadre britannique dans lequel ont été débattues les questions de racisme et de discrimination est radicalement différent : plus pragmatique, il porte sur les conditions de vie et d'intégration des immigrés post-coloniaux, ce dès le milieu des années 1960 au sein du gouvernement travailliste d'Harold Wilson.

Aujourd'hui encore cette mémoire de Vichy et des camps est centrale à notre récit national, et il est fréquemment rappelé : le père d'Elizabeth Borne, Joseph Borne (né Bornstein), a été résistant et déporté à Auschwitz en 1943, et le grand-père de Yaël Braun-Pivet, tailleur juif polonais, a dû fuir à Nancy pendant les années 1930 avant de rejoindre la résistance pendant la guerre. Ce sont là certaines des raisons qui expliquent pourquoi la lutte contre l'antisémitisme apparaît pour certain.e.s, ou pour beaucoup, comme l'horizon indépassable de la lutte contre le racisme.

Il y a d'autres raisons. La première est que quand l'État et de nombreux médias pointent la question de l'antisémitisme, c'est souvent une manière de cibler « les jeunes des banlieues », « les musulmans », ou tout simplement « LFI ». Donc, l'antisémitisme, c'est le racisme des autres, un racisme dénonçable à peu de frais, ou un racisme dont on espère récolter des bénéfices électoraux. Le FN-RN a ces dernières années embrassé la rhétorique de la lutte contre l'antisémitisme, comme celle de la « laïcité à la française », langage (à peine) codé pour parler d'islam. La dédramatisation passe par là, et par la stigmatisation d'un antisémitisme qui gangrènerait, dit-on, les circonscriptions qui élisent des député.e.s LFI.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème d'antisémitisme au sein de la gauche radicale, mais que cette question, comme d'ailleurs celle de l'antisémitisme au sein de la gauche radicale britannique pendant les années Jeremy Corbyn, a été à la fois exagérée et surtout savamment instrumentalisée, à grands coups, de ce côté-ci de la Manche, de petites phrases sur « l'arc républicain », le « séparatisme », les « valeurs de la république », etc.

Les premiers agents de l'islamophobie, contrairement à l'antisémitisme, sont à trouver du côté de l'État et de nombreux médias. Guère surprenant, dès lors, qu'on essaie de démonétiser le concept, voire de nier tout bonnement son existence.

## ***Islamophobie d'inertie***

Il n'est pas besoin ici de revenir sur la liste très longue de déclarations islamophobes, comme le récent « À bas le voile » prononcé par Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur et donc des cultes. Plus intéressante est ce qu'on pourrait appeler une « islamophobie d'inertie » au sein de l'État français, qui est celle des silences, des absences de réaction, des yeux fermés des ministres, des déplacements pas effectués pour garantir que la république française saura protéger des Français.es musulman.es menacé.e.s ou agressé.e.s. Une islamophobie qui n'est pas celle de la stigmatisation, des déclarations racistes, des discriminations, mais celle de l'absence d'action. Cette islamophobie est le corollaire pragmatique (qui s'exprime par le silence, ou l'inaction) du déni de l'islamophobie en tant que concept : ce sont là les deux faces d'une même pièce.

On en a eu un cas d'école avec le retard considérable pris par M. Retailleau avant de se déplacer non pas à la mosquée de la Grand-Combe, mais à la préfecture du Gard, après le meurtre d'Aboubakar Cissé. L'attitude du ministre de l'Intérieur est symptomatique d'un « deux poids deux mesures » qui, désormais, saute aux yeux de tout le monde, jusqu'à inspirer, le dimanche 4 mai, un éditorial du *Monde* particulièrement bienvenu.

La raison pour laquelle ce « deux poids deux mesures » de M. Retailleau n'a guère surpris est qu'il s'inscrit dans un cadre beaucoup plus général : celui d'une escalade islamophobe en Macronie, quand le locataire de l'Élysée regarde ailleurs, ne dit rien, ou souffle sur les braises. Ainsi, en 2019, après l'attaque contre la mosquée de Bayonne, aucun ministre ne s'est pressé sur les lieux de ce que l'État français [rechigne à considérer comme un attentat](#). Entre début 2019 et le printemps 2023 ont été répertoriées 77 attaques contre des mosquées en France, [sans que cela suscite de réaction](#), ou de politique claire de lutte contre ce racisme-là au plus haut niveau. Christophe Castaner n'avait même pas qualifié l'attaque de Bayonne, et ne s'était pas rendu sur les lieux en 2019.

De son côté, son successeur Gérald Darmanin s'est empressé de se déplacer pour aller décorer les policiers et pompiers ayant empêché l'attentat contre la synagogue de Rouen en mai 2024. C'est ainsi, donc, qu'en Macronie, et pour reprendre la rhétorique macronienne, on « casse la république en deux »[\[7\]](#) dans un deux poids deux mesures avant tout électoraliste, avant de s'empresser, bien sûr de reprocher aux musulman.e.s de se vautrer dans des « postures victimaires », ou de se livrer à

une « surenchère victimaire ». En réalité, la concurrence entre victimes est savamment orchestrée depuis le sommet de l'État. Elle passe par l'absence de déplacements ministériels à l'occasion d'agressions, actes de vandalisme, incendies criminels, tirs de fusil de chasse ou tags islamophobes survenus en 2024 à Biol (Isère), Cherbourg-en-Cotentin, Corbas, Jargeau (Loiret), Lyon, Morlaix, Saint-Usage (Côte d'Or), autant de lieux où M. Retailleau s'est empressé de ne pas aller.

Ayant atteint un niveau paroxystique en 2024-2025, cette islamophobie d'inertie au sommet de l'État a des effets sur les individus, qui ne se sentent pas protégés par les institutions censées garantir leur sécurité. C'est ce que dit Vincent ici, un converti de Toulouse :

« Les rapports interpersonnels, je peux les gérer. Je suis une grande personne. Je suis capable de me défendre, suis capable de répondre. Dieu merci, j'ai un bon travail. J'ai un certain statut social maintenant qui fait que les gens se disent « ah merde il est docteur, on va faire attention à ce qu'on dit quand même ». Donc, ça je peux le gérer. Par contre, quand l'islamophobie devient institutionnelle, elle devient systématique et systémique. Et c'est les gens qui sont censés nous protéger ou à tout le moins nous rendre justice en tant que citoyens d'un pays, d'un groupe... C'est quand c'est ces mêmes gens-là qui organisent l'islamophobie, qui l'alimentent, etc. Là, je ne me sens plus en sécurité. Là, je sens que je ne peux plus rien faire parce que ça veut dire que ça va avoir des répercussions sur toutes les institutions qui vont rythmer ma vie. La police, l'hôpital, l'éducation, etc. C'est là le problème. Et en France, c'est exactement ça le problème, c'est que les gens, les gens débiles du quotidien, on peut les gérer à peu près. Mais quand c'est tous les jours dans les médias, tous les jours dans la bouche des politiciens, dans les programmes politiques, dans les propositions de loi, etc. Et que, de fait, ça va impacter la vie du quotidien dans toutes les structures sociales, dans toutes les structures administratives, etc. Là, ça devient insupportable...[\[8\]](#) »

Jean s'est hissé d'un CAP mécanique à une thèse de doctorat en sciences de gestion. Aujourd'hui, il enseigne dans une grande université de Toronto, où il vit sa religion sereinement. Là-bas, Justin Trudeau a plusieurs fois pointé la nécessité de combattre et d'éradiquer l'islamophobie, notamment dans un [discours de 2021](#) : « Aucune femme au Canada ne devrait se sentir en danger quand elle marche dans la rue, peu importe ce qu'elle porte, et peu importe la couleur de sa peau », en

concluant plus loin : « Alors soyons clairs : l'islamophobie n'a pas sa place au Canada. Jamais ».

On aurait tort de croire qu'il ne s'agit là que de déclarations d'intention, car de tels discours ont des répercussions sur le groupe religieux auquel il s'adresse, et sur sa volonté à prendre une place active dans la société canadienne, et sur son sentiment d'être protégé par l'État. Housni, ingénieur informatique d'origine comorienne, qui a grandi en Seine-Saint-Denis, se souvient de cette déclaration de M. Trudeau : « il faut penser à la mentalité aussi de la personne qui gouverne le pays, il disait en gros : l'islamophobie, c'est réel. Pendant que nous en France on était en train de débattre sur : « est-ce que ce mot existe ou pas ? » Lui appuie en disant, « l'islamophobie c'est réel »[\[9\]](#) ». Passé par l'école républicaine, par une université publique, Hosni n'a pas envie de revenir en France, qui est son pays.

### ***L'imbrication de tous les racismes***

On rappelle parfois des propos que le jeune Frantz Fanon, lycéen martiniquais, aurait entendus dans la bouche de son professeur d'histoire : « quand on parle des juifs, tendez bien l'oreille, parce que c'est de vous que l'on parle ». Ceci montre qu'il n'y a pas de « concurrence victimaire » entre victimes de l'islamophobie et victimes de l'antisémitisme, car tous les racismes s'imbriquent dans un écheveau complexe. La dénonciation de l'antisémitisme par le RN, au sein d'un parti créé par des pétainistes ou anciens Waffen-SS, devrait apparaître pour ce qu'il est : une énorme ficelle, qui s'ajoute à l'énorme ficelle de l'instrumentalisation frontiste de la « laïcité à la française ». Beaucoup de musulman.es sont sensibles à cela : rappelant les siècles de cohabitation pacifique entre juifs et musulmans en Afrique du Nord, ils et elles dénoncent les discours sur un héritage « judéo-chrétien » européen fantasmé[\[10\]](#), un continent où le christianisme – le catholicisme, surtout – a été un agent cardinal de la haine des juifs. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui ce passé tend à être escamoté, car c'est beaucoup plus commode de naturaliser l'antisémitisme atavique des musulmans, pour le déconnecter d'éléments circonstanciels (l'État d'Israël et ce qu'il fait à la Palestine).

Dans son ouvrage *Why Race Still Matters* (Pourquoi la race est toujours d'actualité), la théoricienne australienne Alana Lentin met en question la manière dont le racisme est défini, et surtout par qui. Elle y parle principalement de quatre pays : Australie, États-Unis, France, Grande-Bretagne. Elle note que ce sont

toujours les élites politiques et médiatiques, qui dans leur majorité n'en souffrent pas, qui jouissent du pouvoir de définition officielle du racisme, tandis que ses victimes ont peu voix au chapitre dans l'espace public sur la nature des discriminations qu'elles subissent. Cet article lui-même ne déroge pas à la règle : athée qui se refuse à faire de l'antireligion un sacerdoce laïciste, fils d'immigré portugais, l'auteur de ces pages n'a jamais été victime de racisme ou d'islamophobie.

Notre enquête *La France...* illustre elle aussi la validité de cette thèse : alors qu'en France une bonne partie des élites politiques, au nom d'un universalisme abstrait, nie l'existence de cette forme majeure et spécifique de racisme, les premiers concernés utilisent le terme « islamophobie » de manière banale, à la mesure de la banalisation de ce racisme dans notre pays. Il faut espérer que le meurtre islamophobe d'Aboubakar Cissé serve au moins à cela : à mettre enfin à l'agenda politique la première forme de racisme en France (ne serait-ce que pour des raisons de poids démographique), et à lui donner un nom reconnu par tout le monde.